



Session du Conseil régional de Bretagne des 17 et 18 avril 2014

Intervention Politique Générale

René LOUAIL pour Europe Écologie Les Verts Bretagne

Les résultats « chocs » des élections municipales attestent d'une société française **inquiète et pétrie d'incertitudes**. Même si l'ampleur du séisme a été minimisée par les sondages, nous nous attendions à un événement majeur. **La digue de gauche s'est fissurée.**

La défiance de la population à l'égard des élu-es et des institutions, la désillusion de nos concitoyen-nes sur la capacité des élu-es à changer les choses ont atteint, pour partie, ces élections de proximité.

De façon inédite, près de 40% des électeurs ne se sont pas déplacés.

Au lendemain de ces élections, un article du journal *Le Monde* titrait :

«Les candidats de gauche ne sont pas tant sanctionnés pour les décisions prises par le gouvernement que par l'incapacité de ce gouvernement à donner un sens à ses actions.» et «incapable d'inscrire ses politiques dans une vision renouvelée du monde.»

Pourtant, **les citoyen-nes de Grenoble viennent de nous donner un signal fort** et emblématique en élisant une liste de rassemblement de citoyen-nes de gauche et des écologistes. Au-delà du projet, ce qui est à saluer et doit nous donner espoir pour essayer une véritable transition démocratique, c'est la **place qui a été donnée, par la liste d'Eric Piolle, aux valeurs humanistes et à l'implication citoyenne**. Cette capacité qu'elle a eue de les entraîner et de les convaincre que faire de la politique autrement est possible.

Si nous ne voulons pas « additionner » l'abstention et le vote des extrêmes ;

Si nous ne voulons pas nous enfermer dans la démagogie et le populisme proposé par l'U.M.P. qui espère faire de cette élection et de celles à venir, une sanction nationale permanente,

Ces résultats nous invitent à **réduire la distance entre les élu-e-s et les habitants** ;

Ces résultats nous invitent également à **élaborer une transition démocratique** pour construire une relation plus équilibrée au pouvoir politique.

Le discours de politique générale prononcé, il y a un peu plus d'une semaine, **par le nouveau Premier Ministre** contient plusieurs facettes et nos parlementaires seront vigilant-es sur la mise en œuvre de la politique économique et sociale. Ce discours **constitue en soit une rupture**. C'est la **première fois que la réduction des inégalités est quasi absente** d'un discours de politique générale dans l'histoire des gauches. Il nous semble important de le souligner et de dénoncer les risques de cette politique qui va accélérer la précarité.

Je prendrais **un exemple qui caractérise cette rupture : le geste sur les bas salaires** annoncé par le Premier Ministre. Cette annonce représente une véritable régression pour les plus démunies. En abaissant les charges sur les bas salaires, allant jusqu'à les supprimer pour le SMIC, on risque un triple effet pervers :

- une pression à la baisse pour les petits salaires : tous les employeurs qui embauchaient jusque-là à 1500 euros vont embaucher au SMIC ;
- une trappe à bas salaires qui va se traduire par une trappe à pauvreté. Cela va accélérer le mouvement de paupérisation auquel nous assistons depuis 3 ans et la montée du nombre de travailleurs pauvres ;
- et 3ème effet, une déqualification des emplois. On va être dans le « fast job » à

l'américaine. Et probablement que les premières victimes en seront les femmes et les jeunes.

Depuis le début du quinquennat, on est passé de l'intégration de la logique du coût du travail à un virage « schroederien » qui passe par l'adaptation des précaires au système et qui amènera inévitablement l'explosion des inégalités et de la pauvreté à laquelle on assiste en Allemagne et qui pointait déjà en France. **Si reprise il y a, elle ne se fera certainement pas dans la justice.**

Aussi, dans la crise majeure que nous traversons, il est indispensable de nous poser les vraies questions et de trouver des solutions si nous ne voulons pas qu'elle perdure. Le « cadre territorial » actuel n'est-il pas à revisiter dans l'urgence ? En effet, depuis 1958 et sa Constitution, de la présidence du pays à la gouvernance d'une commune, **les institutions font d'un élu ou d'un candidat à l'être, un « homme » unique, détenteur de la vérité et seul contre tous.**

Il est encore temps pour les classes politiques de progrès **de prendre des décisions audacieuses** pour transformer cette République autoritaire, laissant peu de place à l'expression collective.

Il faut aller plus loin que les lois de 2004 sur l'expérimentation et celle de 2010 sur l'assemblée unique ! **La vaste réforme territoriale annoncée** par le Premier Ministre **doit avant tout représenter une plus-value démocratique et rapprocher les citoyen-nes de l'action publique.** Aussi, il faut réfléchir au mode d'élection de l'assemblée et à son lien avec l'évolution de l'intercommunalité.

Ce grand chantier pose plusieurs questions.

En postulat de départ, il nous faudra réaffirmer haut et fort que nous ne souhaitons pas que la Bretagne ou la région Bretagne - car les deux se confondent parfois- soit fondue dans un Grand-Ouest. Ce serait un traumatisme ! Notre territoire péninsulaire avec des frontières mouvantes au cours des siècles, existe après avoir été royaume, duché et province. Son nom, son identité forte sont fondés et se doivent d'être respectés. 15 régions comme le préconisait le rapport Balladur nous semble pertinent avec une **Bretagne à 5 départements, pourquoi pas dans le cadre d'une collectivité unique, une assemblée de Bretagne ?** Pour être au plus proche des citoyen-nes, il s'agit d'adapter nos institutions aux « territoires de vie » que sont les aires urbaines et les pays ruraux. Il nous faut renforcer les intercommunalités qui deviendraient des collectivités territoriales à part entière avec un souci de coopération « intercommunautaire » à l'échelle de ces « territoires de vie ». Quant aux communes, elles conserveraient un rôle primordial en tant que point d'accès pour les services courants, la gestion de proximité, l'organisation de la démocratie participative ...

Concernant la suppression des départements, la question à se poser est : qui prendra le relais de leurs compétences ? La région pourrait le faire pour les fonctions de pilotage des politiques publiques, les aménagements et les équipements structurants. Pourquoi ne pas s'appuyer, pour la mise en œuvre, sur un échelon de proximité comme le sont *les Pays*.

Ce projet, aussi ambitieux qu'enthousiasmant, est de conduire une action publique locale qui intègre ses différents aspects dans un projet de territoire ; à charge pour chaque collectivité de doser ses interventions dans les différents domaines, en fonction des enjeux et priorités propres à son territoire pour faire vivre une vraie démocratie de proximité. Enfin, à quelques semaines d'un autre scrutin, celui des **élections européennes**, nous invitons toutes les formations politiques démocratiques et républicaines à se mobiliser.

- **Que signifierait encore plus d'abstention** alors que l'Europe est encore à construire, dans son fonctionnement démocratique tout comme dans ses orientations pour plus de justice sociale ou bien encore pour relever les grands défis comme celui du climat, de l'énergie, de la biodiversité ?
- **Que signifierait l'ambition de renforcer une Europe en marche, fraternelle, ouverte sur le monde**, avec l'arrivée massive, dans son hémicycle, de mouvements anti-européens ? Redonner plus de lisibilité et d'adhésion à l'esprit européen est encore possible si nous nous mobilisons tous et toutes, mais également si le gouvernement français et en premier lieu, le chef de l'état, s'oppose fermement au projet d'accord transatlantique en gestation, cet accord bilatéral entre l'Union Européenne et les Etats-Unis. S'il devait voir le jour, ce Traité portera atteinte à nos choix de société et exposera, une fois de plus, les

secteurs les plus fragiles comme l'agriculture, l'énergie, les libertés numériques, l'environnement,... et donnera un contre-exemple à la régulation économique mondiale incontournable que nous appelons de nos vœux.

Nous voulons une **Bretagne forte dans une Europe fédérale.**

Nous voulons une **Bretagne dotée de moyens d'actions autonomes.**

Nous voulons un **Parlement régional.**

...car ce sont des outils au service de tous les breton-nes, au service de la solidarité et de l'environnement .

C'est la seule façon de combattre aujourd'hui et demain les dangers de tous les conservatismes.